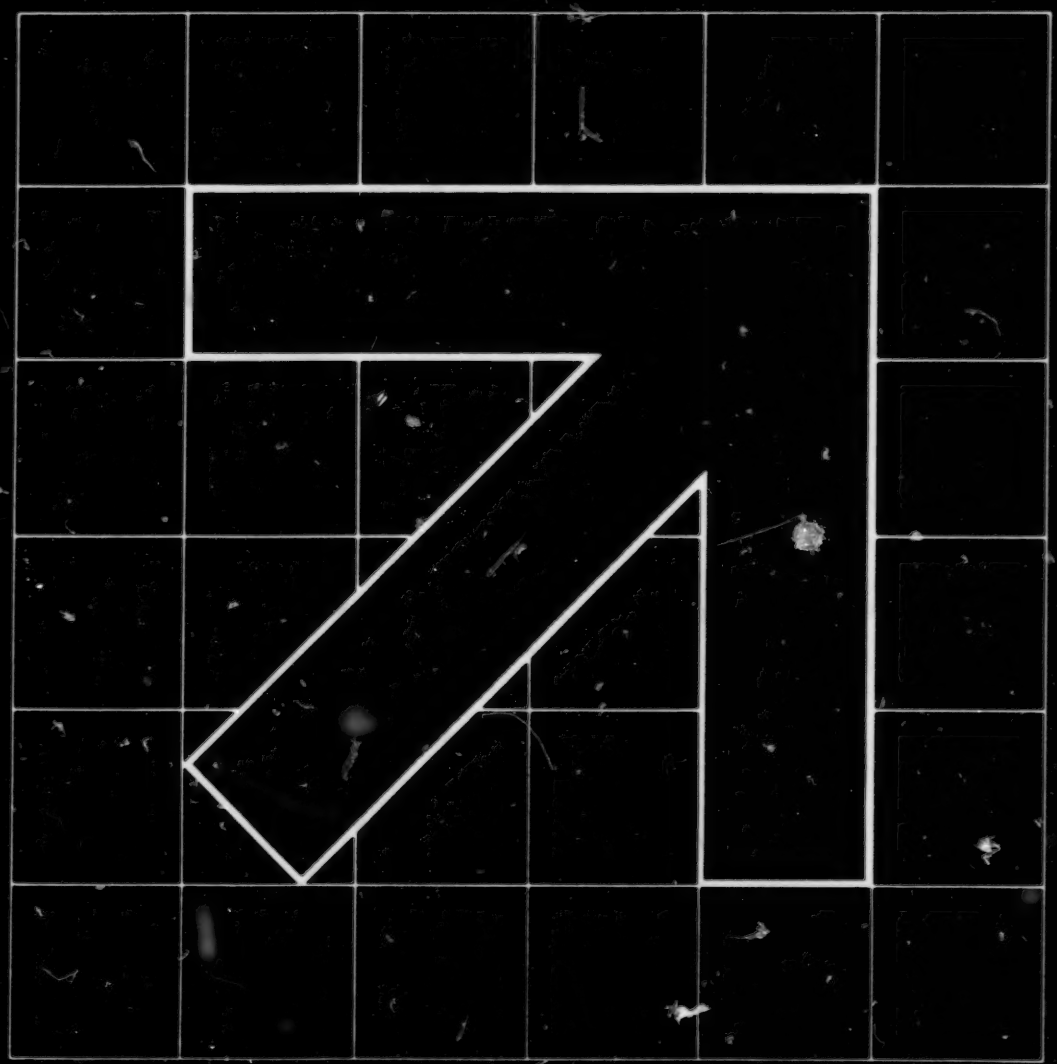
Bureau de la statistique
du Québec

Profil économique du Québec/1986



Québec

PROFIL ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC/1986

Le Québec, comme le Canada, conserve en 1986 un des taux de croissance les plus élevés parmi les pays industrialisés. Ainsi, dans un contexte de faible croissance de l'économie mondiale, qui demeurerait inférieure à 3,0% en 1986, comme en 1985, le produit intérieur brut réel du Québec devrait augmenter un peu plus fortement que celui du Canada, soit d'environ 3,5%, comparativement à une hausse de 4,1% en 1985. Les composantes les plus dynamiques de la demande au Québec sont la consommation personnelle de biens et services et la construction résidentielle; les investissements en constructions non résidentielles, machines et matériel connaissent également une croissance assez forte tandis que les exportations internationales augmentent plus faiblement que les composantes de la demande intérieure.

La demande en biens et services

Au cours des dix premiers mois de 1986, la valeur des ventes au détail totalise 28 331,2 millions de dollars au Québec, ce qui représente une augmentation de 9,8% en regard de la même période de 1985. Le taux de croissance de la valeur des ventes au détail était semblable en 1985, atteignant 9,6% par rapport à 1984; toutefois l'indice des prix à la consommation avait augmenté de 4,4% en 1985, à Montréal, alors qu'au cours des dix premiers mois de 1986, l'augmentation est un peu plus forte, soit de 4,8% par rapport aux mêmes mois de 1985.

Par ailleurs, en 1986 la croissance de la valeur des ventes au détail repose moins que par les années passées sur les ventes d'automobiles neuves; en effet, la valeur des ventes des concessionnaires d'automobiles neuves est en hausse de 14,9% au cours des dix premiers mois de 1986, par rapport aux mêmes mois de 1985, après avoir augmenté de plus de 20% en 1983, 1984 et 1985. On note ainsi au cours des dix premiers mois de 1986 un accroissement de 14,5% de la valeur des ventes des magasins de meubles, appareils ménagers, radios, téléviseurs et accessoires, et une hausse de 23,2% de la valeur des ventes des quincailleries, alors que ces deux catégories de commerces voyaient leurs ventes augmenter de 8,8% et 6,5% respectivement en 1985, par rapport à 1984. De même, la valeur des ventes des magasins d'aliments enregistre une hausse de 9,8% au cours des dix premiers mois de 1986, par rapport aux mêmes mois de 1985, tandis qu'elle s'était accrue de 5,0% en 1985; cette plus forte croissance s'explique en partie par l'accroissement plus marqué de l'indice des prix des aliments, au cours des dix premiers mois de 1986. Par contre, en raison principalement de la diminution des prix de l'essence, la valeur des ventes des stations-service connaît une baisse de 4,5% au cours des dix premiers mois de 1986 par rapport aux mêmes mois de 1985; en 1985, ces ventes avaient augmenté de 13,6%.

Les dépenses en formation brute de capital fixe connaissent également une croissance relativement importante au Québec en 1986. En effet, selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissement privés et publics (données révisées à la mi-année 1986), la valeur des dépenses en immobilisations serait en hausse de 7,4% au Québec en 1986, après avoir augmenté de 7,8% en 1985 et de 12,9% en 1984. Les dépenses en immobilisations totaliseraient 18 230,4 millions de dollars, dont 4 256,6 millions de dollars pour les dépenses en constructions résidentielles, en hausse de 8,9% et 13 973,8 millions de dollars pour les dépenses en constructions non résidentielles, machines et matériel, en hausse de 6,9%.

En ce qui concerne la construction résidentielle, les données disponibles indiquent que la croissance des investissements pourrait être supérieure à celle de 8,9% que révèle l'enquête sur les investissements privés et publics. En effet, le nombre de logements mis en chantier au cours des trois premiers trimestres de 1986, atteint 43 970 unités, ce qui constitue une hausse de 31,3% par rapport à la même période de 1985; pour cette même période de comparaison, le nombre de mises en chantier de logements simples (17 467 unités) est en hausse de 28,0%, tandis que les hausses atteignent 41,4% pour les appartements (22 918 unités) et 46,2% pour les logements doubles (2 746 unités) et que le nombre de mises en chantier de logements en rangées (839 unités) diminue de 52,4%.

En dehors du secteur de l'habitation, l'enquête sur les investissements privés et publics révèle que les accroissements les plus importants des dépenses en immobilisations se retrouveraient dans le secteur des services commerciaux, où ces dépenses totaliseraient 1 691,2 millions de dollars, en hausse de 17,3%; dans le secteur manufacturier, les dépenses atteindraient 3 840,7 millions de dollars, en hausse de 17,0%; dans le secteur forestier, elles s'élèveraient à 24,9 millions de dollars, en hausse de 17,5% et dans le secteur des communications, elles atteindraient 745,3 millions de dollars, en hausse de 12,6%. La croissance des dépenses en investissements dans le secteur manufacturier maintiendrait à un niveau élevé la part du Québec dans l'ensemble des dépenses en immobilisations dans le secteur manufacturier canadien, soit 27,5% alors qu'elle se chiffre à 29,8% en 1985 et à 23,7% en moyenne entre 1981 et 1985.

L'accroissement de 559 millions de dollars des dépenses en immobilisations du secteur manufacturier, se produirait malgré une baisse de 297 millions de ces dépenses dans l'industrie de la première transformation des métaux, liée à la fin de grands projets dans le secteur de l'aluminium. Les augmentations les plus significatives se retrouveraient dans l'industrie des papiers et des produits connexes et dans l'industrie chimique dont les dépenses en immobilisations seraient en hausse de 456 millions de dollars et 183 millions de dollars respectivement.

Les ventes à l'extérieur du Québec s'ajoutent à la demande intérieure du Québec. Cependant, seules les données sur les exportations à l'extérieur du Canada sont disponibles. Ces données révèlent un affaiblissement du taux de croissance de la valeur des exportations[1], qui s'établit à 3,7% au cours des neuf premiers mois de 1986 comparativement à des hausses de 7,2% en 1985 et 16,1% en 1984. On observe ainsi des diminutions significatives de la valeur des exportations de voitures particulières et châssis (−8,5%), de tubes électroniques et semi-conducteurs (−46,5%), de matériel commercial de télécommunication (−9,1%), de minerais, concentrés et déchets de fer (−15,3%), d'amiante non manufacturé (−0,8%), de zinc et alliages (−45,9%), de machines et de matériel de bureau, (−12,4%), de mazout (−53,2%) et de produits laitiers (−11,4%). Des augmentations très importantes sont cependant observées pour la valeur des exportations d'aluminium et alliages (37,2%), de produits minéraux non métalliques bruts divers (52,0%), de pâtes de bois et pâtes similaires (24,5%), d'assemblages, équipements et pièces d'avions (21,2%), de matériel roulant de chemin de fer (203,6%), de viandes fraîches, réfrigérées et congelées (21,6%) et de vêtements divers (32,7%). De plus, des taux de croissance supérieurs à la moyenne sont observés pour la valeur des exportations de papier d'imprimerie (7,1%), de bois d'œuvre (10,0%), de moteurs d'avions et pièces (11,6%) et d'électricité (11,0%). Fait à noter, tandis que la valeur des exportations de matériel roulant de chemin de fer passe de 94,1 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 1985, à 285,7 millions de dollars au cours des mêmes mois de 1986, la valeur des importations de pièces de ce type de matériel passe de 63,6 à 139,4 millions de dollars.

La production de biens

La valeur totale des expéditions des manufacturiers québécois s'élève à 50 426,3 millions de dollars au cours des dix premiers mois de 1986, ce qui constitue une augmentation de 2,0% par rapport à la même période de 1985. Cette hausse se révèle plus faible que celle de 5,0% enregistrée pour l'ensemble de l'année 1985, en regard de 1984; cela s'explique toutefois principalement par la baisse de 32,9% de la valeur des expéditions des produits raffinés du pétrole et du charbon, qui passe de 4 411,5 millions de dollars au

1. Il s'agit de la valeur des exportations canadiennes chargées au Québec, corrigée par le Bureau de la Statistique du Québec en tenant compte du commerce interprovincial au Canada pour certains produits.

cours des dix premiers mois de 1985 à 2 960,9 millions de dollars au cours de la même période de 1986. Ainsi, en excluant cette industrie, la valeur des expéditions des manufacturiers québécois est en hausse de 5,4% au cours des dix premiers mois de 1986, par rapport aux mêmes mois de 1985. Pour cette période de comparaison, les industries qui connaissent les plus fortes hausses de la valeur de leurs expéditions sont les industries du bois (12,8%), de l'imprimerie et de l'édition (10,2%), des produits textiles (9,7%), des textiles de première transformation (7,5%), des produits en plastique (8,3%), et l'industrie chimique (9,7%). Parmi les industries qui exportent une forte proportion de leur production à l'extérieur du Québec, celle des métaux de première transformation enregistre une croissance de 7,0% de la valeur de ses expéditions, l'industrie des produits électriques et électroniques, une hausse de 6,9%, l'industrie des papiers et des produits connexes, une hausse de 6,8% tandis que l'industrie du matériel de transport enregistre une hausse plus modeste de 4,9%, au cours des dix premiers mois de 1986. L'industrie du matériel de transport subit d'ailleurs une baisse de 7,1% de la valeur de ses expéditions au troisième trimestre de 1986 par rapport au même trimestre de 1985.

Par ailleurs, l'industrie de la machinerie voit la valeur de ses expéditions diminuer de 0,7% au cours des dix premiers mois de 1986, par rapport aux même mois de 1985, alors que la valeur de ses expéditions augmentait de 20,8% en 1985 par rapport à 1984. Finalement, au cours des dix premiers mois de 1986, l'industrie des produits alimentaires connaît une faible hausse de 0,3% de la valeur de ses expéditions.

En dehors du secteur manufacturier, on note au cours des neuf premiers mois de 1986, des baisses importantes du volume des expéditions de plusieurs produits miniers. Ainsi, en regard des neuf premiers mois de 1985 le volume des expéditions est en baisse de 13,4% pour le minerai de fer, de 4% pour le minerai de cuivre et de 13,6% pour l'amiante; de plus, la croissance du volume des expéditions est modeste pour l'or (0,2%) et l'argent (3,0%). En conséquence, le volume total de minerai extrait au Québec enregistre une diminution de 2,7% au cours des neuf premiers mois de 1986; la baisse est de 1,1% pour les métaux non ferreux et de 31,7% pour l'amiante, tandis que le volume de minerai ferreux extrait est en hausse de 9,5% en regard des neuf premiers mois de 1985.

Par ailleurs, la diminution du nombre de faillites commerciales[1] qui s'observait depuis 1983 ne se manifeste plus de façon significative en 1986; pour les mois de janvier à septembre 1986, elle n'est que de 0,6%, leur nombre se situant à 2 102 comparativement à 2 115 pour les mêmes mois de 1985. En 1981, avant la récession, on dénombrait 2 316 faillites commerciales au cours des mois de janvier à septembre. Le passif total des faillites continue tout de même de décroître en 1986, s'établissant à 332,7 millions de dollars au cours des neuf premiers mois comparativement à 359,8 millions de dollars pour la même période de 1985, une baisse de 7,5%.

1. Ces données ne concernent pas seulement les industries productrices de biens mais également les industries productrices de services.

La main d'œuvre et l'emploi

Le nombre de personnes occupant un emploi augmente de 2,2% en 1986, pour atteindre 2 866 000, soit 62 000 de plus qu'en 1985. Ce niveau d'emploi est supérieur de 5,1% à celui de 1981. Rappelons qu'au cours de 1982, au creux de la récession, le niveau de l'emploi au Québec a diminué de 5,2%; ce n'est qu'en 1984 que celui-ci a rejoint son niveau d'avant récession. Les emplois additionnels en 1986 se répartissent en nombre égal entre les hommes et les femmes. Le rapport emploi/population dépasse pour la première fois son niveau d'avant la récession; ce rapport s'établit à 55,5% en moyenne en 1986 alors qu'il atteignait 55,1% au cours de l'année 1981. Par ailleurs, l'effet combiné des hausses de l'emploi et de la population active résulte en une baisse du taux de chômage qui s'établit en moyenne à 11,0% en 1986 comparativement à 11,8% l'année précédente; la baisse atteint 1,1 point de pourcentage chez les hommes (10,6% contre 11,7%) mais 0,5 point seulement chez les femmes (11,6% contre 12,1%). Pour sa part, le nombre de chômeurs au cours de 1986 est inférieur de 20 000 à celui de 1985, ce qui représente une baisse de 5,5%; la diminution du nombre de chômeurs est toutefois beaucoup plus importante chez les hommes (−8,4%) que chez les femmes (−1,5%).

La population active augmente de 40 000 personnes, dont 12 000 hommes et 28 000 femmes, en 1986 par rapport à 1985; cela représente une hausse de 1,3%. Cette hausse étant supérieure à celle de 0,9% de la population de 15 ans et plus au cours de la même période, le taux d'activité s'accroît légèrement, passant de 62,2% en 1985 à 62,4% en 1986. La désagrégation de ces données selon le sexe montre toutefois que c'est chez les femmes que se produit l'augmentation du taux d'activité, ce taux atteignant 50,6% en 1986 comparativement à 50,0% en 1985; chez les hommes, on observe une faible diminution du taux d'activité au cours de la même période (74,8% comparativement à 75,1%).

Le nombre moyen d'emplois au cours de 1986 se répartit en 2 461 000 emplois à plein temps, en hausse de 2,0% par rapport à 1985, et 404 000 emplois à temps partiel, en hausse de 3,4%. Le taux de croissance de l'emploi à plein temps est plus élevé chez les femmes (2,7%) que chez les hommes (1,6%) alors que, dans le cas de l'emploi à temps partiel, on observe la situation inverse, soit un taux de croissance plus important chez les hommes (5,3%) que chez les femmes (2,7%).

La ventilation des données selon les groupes d'âge montre une légère diminution du nombre d'emplois chez les jeunes de 15 à 24 ans au cours de 1986; celui-ci est en baisse de 0,3% par rapport à 1985, en raison d'une baisse de 1,8% de l'emploi chez les femmes de ce groupe d'âge accompagnée d'une hausse de 1,1% chez les hommes. Par ailleurs, durant la même période, la population active âgée de 15 à 24 ans diminue de 1,7% de sorte que le taux de chômage dans ce groupe d'âge est en baisse de 1,2 point de pourcentage, se situant en moyenne à 16,9% en 1986. On dénombre au cours de cette période 116 000 chômeurs âgés de 15 à 24 ans, ce qui est inférieur de 8,0% au nombre de chômeurs en 1985. Dans ce groupe d'âge, le rapport emploi/population s'établit en moyenne à 53,4% en 1986 comparativement à 51,8% l'année précédente.

Dans le groupe des 25 ans et plus, le nombre d'emplois s'accroît de 2,8% au cours de 1986 par rapport à 1985; le rythme de croissance est sensiblement plus élevé chez les femmes (4,1%) que chez les hommes (2,0%). Cependant, au cours de la même période, la population active de ce groupe d'âge augmente de 2,1%; le taux de croissance est, encore là, beaucoup plus fort chez les femmes (3,6%) que chez les hommes (1,1%). Le taux de chômage chez les 25 ans et plus s'établit à 9,5% en moyenne en 1986, soit 8,9% chez les hommes et 10,3% chez les femmes; pour l'ensemble de ce groupe d'âge, cela représente une diminution de 0,6 point de pourcentage par raport au taux de chômage en 1985; la baisse est de 0,8 point chez les hommes et de 0,4 point chez les femmes. Le nombre de chômeurs âgés de 25 ans et plus diminue de 4,2%, en 1986 par rapport à l'année précédente, pour atteindre 240 000; en fait, le nombre de chômeurs connaît une baisse importante chez les hommes (−7,4%) mais beaucoup moins marquée chez les femmes (−0,1%) Le rapport emploi/population se situe à 56,1% chez les 25 ans et plus en 1986, ce qui est légèrement supérieur à celui observé un an plus tôt.

Les données d'emplois par secteur d'activité économique montrent une vigueur particulièrement marquée de la croissance de l'emploi dans le secteur secondaire où il augmente de 4,7% en 1986 par rapport à 1985, grâce à des hausses de 3,0% dans les industries manufacturières et de 12,3% dans la construction. Par ailleurs, au cours de la même période, l'emploi s'accroît de 1,5% dans le secteur tertiaire et diminue de 2,0% dans le secteur primaire. Outre les industries manufacturières et la construction, seul le commerce connaît un taux de croissance de l'emploi (4,8%) supérieur à celui de l'ensemble des secteurs d'activité (2,2%). Par contre, au cours de 1986 en regard de 1985, le nombre d'emplois diminue de 1,3% dans l'agriculture, de 1,4% dans les transports, les communications et les autres services d'utilité publique ainsi que de 0,3% dans les finances, les assurances et les affaires immobilières.

Les prix, salaires et revenus

Contrairement à ce qui est observé dans l'ensemble du Canada, les prix à la consommation à Montréal connaissent en 1986 une croissance un peu plus importante qu'au cours des deux années précédentes. En effet, l'indice des prix à la consommation à Montréal s'accroît de 4,9% en 1986, comparativement à des hausses de 4,2% en 1984 et 4,4% en 1985. L'évolution de l'indice global est fortement déterminée par l'évolution des indices de prix des aliments et des prix de l'énergie.

L'indice des prix des aliments enregistre en effet une croissance de 6,7% en 1986, le taux de croissance passant de 4,9% au premier trimestre à 5,4%, 7,3% et 9,3% aux deuxième, troisième et quatrième trimestres de 1986, en regard des mêmes trimestres de 1985. En 1985, la croissance de l'indice des prix des aliments avait été plus faible que la croissance de l'indice d'ensemble des prix à la consommation, soit de 3,6%. Par ailleurs, l'indice des prix des tabacs et alcools contribue encore plus qu'en 1985 à la croissance des prix à la consommation, avec une hausse de 16,0% en 1986, par rapport à 1985. En ce qui concerne la baisse des prix de l'énergie, qui s'accentue de trimestre en trimestre, elle se reflète principalement dans l'évolution des prix du transport et de l'habitation. Ainsi l'indice des prix du transport s'accroît de 3,2% en 1986, tandis qu'en 1985 la hausse atteignait 4,5% par rapport à 1984; le fléchissement du taux de croissance serait plus prononcé sans la forte hausse de 12,0% des prix du transport public en 1986. L'indice des prix de l'habitation enregistre pour sa part une augmentation de 3,2% en 1986 par rapport à 1985, alors qu'en 1985 l'augmentation était de 4% en regard de 1984.

Quant aux revenus du travail, la valeur total des salaires et traitements augmente de 5,7% au cours des dix premiers mois de 1986, par rapport aux mêmes mois de 1985. La rémunération hebdomadaire moyenne (excluant les heures supplémentaires) de l'ensemble des salariés du Québec s'accroît de 2,6% pour s'établir à 409,60 $ au cours des dix premiers mois de 1986. Contrairement à ce qui était observé en 1985, ce sont les industries productrices de services qui connaissent globalement la plus forte hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne, soit de 2,8% au cours des dix premiers mois de 1986, tandis que les industries productrices de biens voient la leur s'accroître de 2,0% en regard des mêmes mois de 1985.

Ainsi la rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît de 6,6% dans l'industrie de la finance, des assurances et des affaires immobilières (où elle atteint 435,30 $ au cours des dix premiers mois de 1986), de 4,9% dans les transports, communications et autres services d'utilité publique (551,50 $) et de 4,1% dans le commerce (305,50 $). Les augmentations sont toutefois plus modestes dans l'industrie des services socioculturels, commerciaux, et personnels, où la rémunération hebdomadaire moyenne est en hausse de 2,6% au cours des dix premiers mois de 1986 (363,10 $) ainsi que dans l'administration publique où la hausse est de 0,8% (535,90 $).

Parmi les industries de biens, les augmentations les plus importantes de la rémunération hebdomadaire moyenne sont observées dans l'industrie forestière (489,20 $) et dans les mines, carrières et puits de pétrole (596,90 $), soit de 3,8% et 3,7% respectivement. De plus, au cours des dix premiers mois de 1986, la rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît de 2,2% dans le secteur manufacturier (où elle atteint 443,30 $) et de 1,4% dans l'industrie de la construction (516,60 $).

En ce qui concerne les revenus de transfert, la diminution du nombre de bénéficiaires de prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale amorcée en 1985, s'accentue en 1986 et les prestations versées ne connaissent qu'une très faible hausse. Ainsi, le nombre de bénéficiaires sans gains déclarés de prestations ordinaires d'assurance-chômage s'établit en moyenne à 278 292 au cours des neuf premiers mois de 1986, en baisse de 9,7% par rapport à la même période de 1985, tandis que la valeur totale des prestations ordinaires versées s'accroît de 0,5% pour s'établir à 2 259 millions de dollars. De même, la valeur totale des déboursés au chapitre de l'aide sociale n'augmente que de 1,7% au cours des onze premiers mois de 1986, pour se situer à 2 027,7 millions de dollars, alors que le nombre moyen de bénéficiaires, soit 670 708, représente une baisse de 4,0% en regard des mêmes mois de 1985.

Bureau de la statistique
du Québec

PROFIL ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC / 1986

LA DEMANDE INTERMÉDIAIRE ET FINALE

- La valeur des ventes au détail totalise 28 331,2 millions de dollars au cours des dix premiers mois de 1986, ce qui représente une hausse de 9,8% par rapport à la même période de 1985.
- La valeur des expéditions des manufacturiers québécois enregistre une augmentation de 2,0% au cours des dix premiers mois de 1986, en regard des mêmes mois de 1985, pour atteindre 50 426,3 millions de dollars. En excluant l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon, dont les prix de vente et le volume de production connaissent une forte baisse, la croissance de la valeur des expéditions manufacturières se chiffre à 5,4%.
- La valeur des exportations internationales chargées au Québec (corrigée pour tenir compte des échanges interprovinciaux au Canada) s'élève à 14 261,6 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 1986, ce qui constitue un accroissement de 3,7% par rapport à la même période de 1985.
- Selon les intentions exprimées, la valeur totale des dépenses d'immobilisation atteindrait 18 230,4 millions de dollars en 1986, en hausse de 7,4% en regard de 1985. Le nombre de logements mis en chantier enregistre notamment une augmentation de 31,3% au cours des neuf premiers mois de 1986 comparativement aux mêmes mois de 1985, pour s'établir à 43 970 unités.

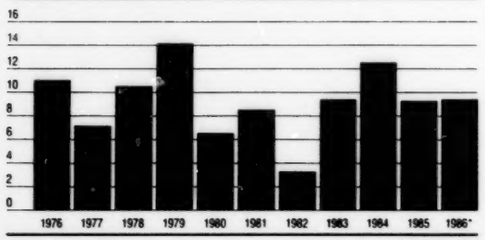
LE MARCHÉ DU TRAVAIL

- Le taux d'activité connaît une faible hausse en 1986, se situant à 62,4% comparativement à 62,2% en 1985. Le taux d'activité passe de 50,0% en 1985 à 50,6% en 1986 chez les femmes, mais il diminue chez les hommes, passant de 75,1% à 74,8%.
- Le nombre d'emplois s'accroît de 62 000 en 1986 et s'établit ainsi à 2 866 000 en moyenne au cours de l'année. L'accroissement de l'emploi atteint 30 000 chez les hommes et 31 000 chez les femmes, ce qui représente des taux de croissance de 1,8% et 2,7% respectivement.
- En 1986, le secteur manufacturier, celui du commerce et celui de la construction connaissent les taux de croissance les plus élevés de l'emploi avec des augmentations de 17 000 (3%), 24 000 (4,8%) et 15 000 (12,3%) respectivement. Malgré la forte croissance de l'emploi dans le commerce, le secteur tertiaire enregistre une hausse modeste de 31 000 ou 1,5% de l'emploi en 1986. Finalement le secteur primaire affiche une baisse de 3 000 ou 2,0% de l'emploi en 1986 par rapport à 1985.
- Le taux de chômage continue de décroître lentement en 1986, se situant à 11,0% en moyenne comparativement à 11,8% en 1985. Il passe de 18,0% à 16,9% chez les personnes âgées de 15 à 24 ans et de 10,1% à 9,5% chez les personnes âgées de 25 ans et plus.

LES PRIX, SALAIRES ET REVENUS

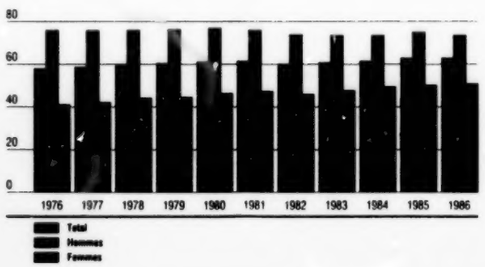
- La valeur totale des salaires et traitements versés au cours des dix premiers mois de 1986 atteint 47 212,5 millions de dollars, ce qui constitue une augmentation de 5,7% en regard de la même période de 1985.
- La rémunération hebdomadaire moyenne de l'ensemble des salariés s'établit à 409,60 $ (en excluant les heures supplémentaires) au cours des dix premiers mois de 1986, comparativement à 399,10 $ au cours des mêmes mois de 1985, ce qui correspond à une hausse de 2,6%. Dans le secteur manufacturier, la rémunération hebdomadaire s'accroît de 2,2% pour se situer à 443,30 $ au cours des dix premiers mois de 1986.
- L'indice de prix à la consommation à Montréal (1981 = 100) est en hausse de 4,9% au cours de 1986 par rapport à 1985, s'établissant en moyenne à 134,4. L'indice des prix des aliments s'accroît de 6,7% tandis que l'indice d'ensemble sans les aliments connaît une augmentation de 4,4%.
- Le taux de base des prêts bancaires aux entreprises se situe en moyenne à 10,5% en 1986 comparativement à 10,6% en moyenne en 1985. Cependant, après avoir atteint un sommet de 13% en février 1986, le taux de base diminue sensiblement pour s'établir à 9,75% de juillet à décembre 1986.

1. VENTES AU DÉTAIL
(Variations annuelles en %)

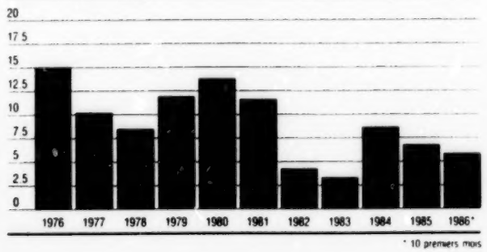


* 10 premiers mois

5. TAUX D'ACTIVITÉ: TOTAL, HOMMES ET FEMMES
(%)

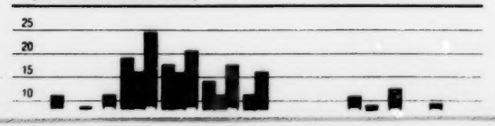


9. SALAIRES ET TRAITEMENTS
(Variations annuelles en %)



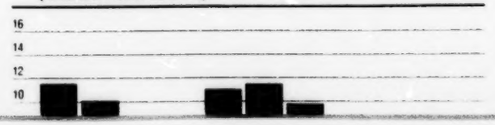
* 10 premiers mois

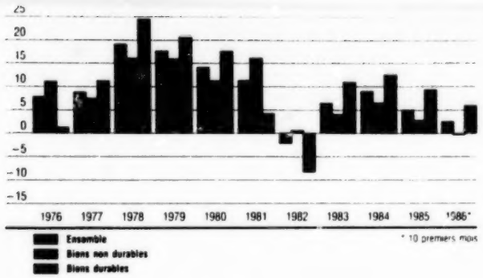
2. EXPÉDITIONS MANUFACTURIÈRES
(Variations annuelles en %)

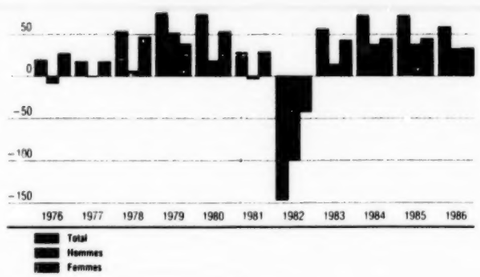


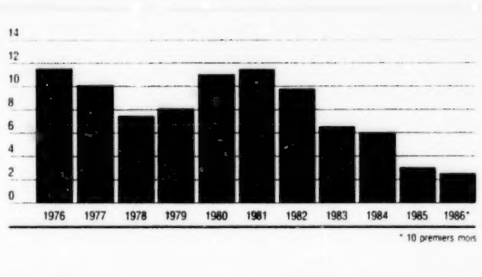
6. CRÉATION NETTE D'EMPLOIS
('000)

10. RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE
(Variations annuelles en %)

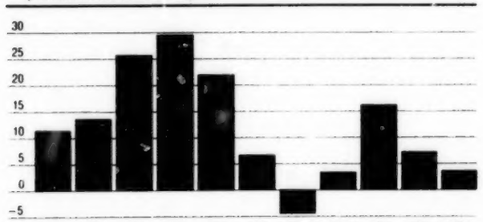




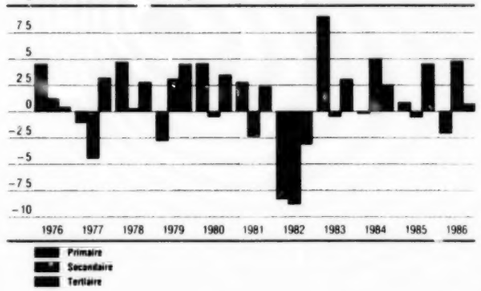




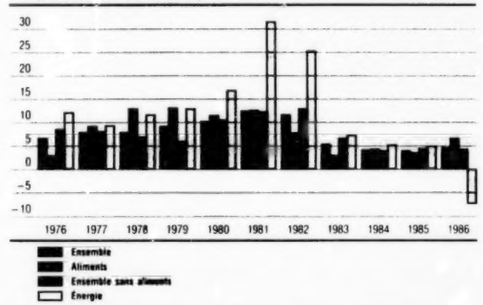
3. EXPORTATIONS CHARGÉES AU QUÉBEC
(Variations annuelles en %)



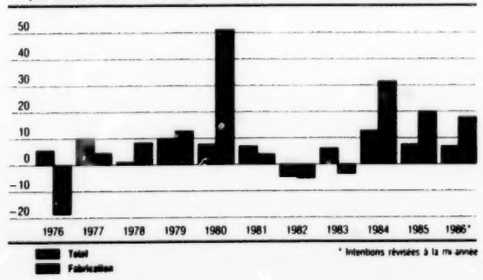
7. EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
(Variations annuelles en %)



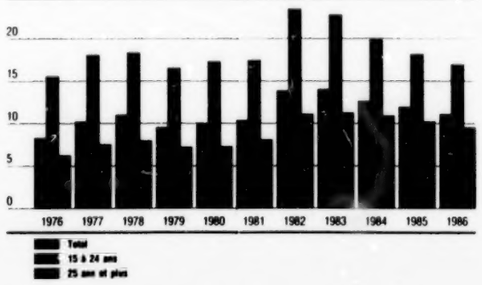
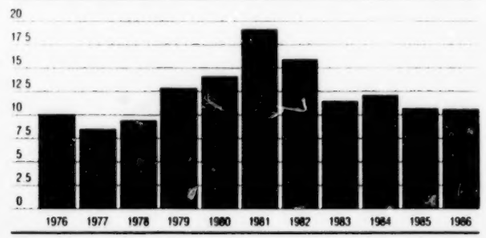
11. INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION À MONTRÉAL (1981-100)
(Variations annuelles en %)



4. IMMOBILISATIONS: TOTAL ET SECTEUR DE LA FABRICATION
(Variations annuelles en %)



8. TAUX DE CHÔMAGE: TOTAL, 15 À 24 ANS ET 25 ANS ET PLUS
(%)



12. TAUX DE BASE AUX ENTREPRISES
(Variations annuelles en %)